



# COMITE DU DEVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint  
des  
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds  
sur le  
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**DC2003-0010**  
27 août 2003

## **TENDANCES RÉCENTES DES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint, pour la réunion du Comité du développement du 22 septembre 2003, une note d'information intitulée « Tendances récentes des apports financiers aux pays en développement ». Cette note a été rédigée par les membres de l'Équipe finance internationale du Groupe des perspectives de développement de la Banque mondiale. Elle analyse les faits intervenus durant l'année 2003 jusqu'à ce jour — faits postérieurs à l'édition 2003 de Financement du développement dans le monde.

\* \* \*

## **Tendances récentes des apports financiers aux pays en développement**

### **Note d'information établie par les services de la Banque mondiale<sup>1</sup>**

### **pour la réunion de septembre 2003 du Comité du développement**

Le faible taux de croissance dont a été assortie la sortie de la récession mondiale a persisté en ce début d'année, quoiqu'une certaine reprise de l'activité économique et un affermissement de la confiance des ménages et des entreprises ressortent des données récentes. Au premier trimestre, la guerre en Iraq, les tensions transatlantiques, les inquiétudes persistantes à propos du terrorisme et l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère ont sapé la confiance des consommateurs et des entreprises, et limité leurs dépenses. La croissance du PIB dans les pays industriels a nettement marqué le pas durant cette période, tombant à 1,4 % aux États-Unis, 0,6 % au Japon et près de zéro dans la zone euro. Mais l'atmosphère s'est améliorée plus dernièrement dans l'ensemble des pays industriels, à commencer par les États-Unis à la faveur de la fin de la guerre en Iraq et de signes de reprise dans le secteur manufacturier. Les cours des actions se sont ressaisis sous l'effet conjugué d'un regain d'optimisme des investisseurs sur les perspectives de profits et de la baisse des taux d'intérêt (avant la vente massive d'obligations du Gouvernement américain en juin). Les valeurs boursières ont également enregistré une forte reprise au Japon, parallèlement à un accroissement de la production industrielle et à une évolution plus favorable que prévu des exportations. En revanche, les économies européennes restent peu dynamiques, avec des indices de production en baisse tant dans le secteur manufacturier que dans les services. Globalement, en dépit d'une amélioration des perspectives, les prévisions tablent sur une croissance mondiale de 2 % seulement en 2003, ce qui représenterait pour la troisième année consécutive une performance bien inférieure à ce qu'on pourrait attendre.

### **Apports des marchés des capitaux**

Malgré le caractère inégal de la reprise et les incertitudes qui existent sur le plan politique, la baisse des taux d'intérêt a stimulé la demande de titres de créance à haut rendement chez les investisseurs<sup>2</sup>. Les spreads appliqués aux obligations mondiales de ce type ont diminué quasiment de moitié par rapport à leur niveau de l'automne 2002. Ceux appliqués aux obligations de référence des marchés émergents sont tombés à un peu plus de 550 points de base à la fin de juillet, contre près de 1 000 points de base en octobre 2002 (figure). Cela dit, la récente poussée des rendements obligataires a engendré une assez nette incertitude sur les marchés, et les spreads appliqués aux obligations des pays en développement sur les marchés secondaires ont légèrement augmenté vers la fin de juillet et le début d'août.

---

<sup>1</sup> Cette note a été rédigée par les membres de l'Équipe finance internationale du Groupe des perspectives de développement. Elle analyse les faits intervenus durant l'année 2003 jusqu'à ce jour — faits postérieurs à l'édition 2003 de Financement du développement dans le monde. Afin de replacer ces nouveaux développements dans une perspective plus large, un tableau détaillé sur les tendances longues des apports financiers aux pays en développement a été inclus à la fin de la note.

<sup>2</sup> La baisse des taux d'intérêt a également encouragé les emprunteurs à profiter de taux verrouillés, la part des obligations à taux fixe dans les émissions des pays en développement étant passée à 98 %, alors qu'elle n'avait guère dépassé 90 % jusqu'à la fin de 2002.

La reprise enregistrée sur les marchés secondaires pendant la majeure partie du premier semestre de cette année s'est accompagnée d'un regain d'émissions obligataires de la part des pays en développement, lesquelles se sont chiffrées, durant le semestre en question, à 44 milliards de dollars au lieu de 19 milliards de dollars seulement au second semestre 2002 (hausse cependant toute relative par rapport aux 36 milliards d'émissions obligataires enregistrés au premier semestre 2002 ; voir tableau). Les émissions d'obligations de qualité non bancaire ont occupé le devant de la scène entre mai et août. Les émetteurs d'Amérique latine ont vu leur accès s'améliorer sensiblement par rapport à l'année précédente. Ainsi, le Brésil a pu faire son retour sur le marché avec une émission de 1 milliard de dollars, après une absence d'un an. Les émissions des pays d'Europe en développement ont elles aussi sensiblement progressé au premier trimestre 2003. Les emprunteurs moins cotés ont aussi bénéficié d'un meilleur accès et, parmi les plus gros emprunteurs, quelques-uns ont apparemment anticipé sur leurs besoins de financement face à l'amélioration de la conjoncture sur les marchés. La baisse des taux d'intérêt aurait pu être assortie d'un redressement encore plus marqué des apports des marchés des capitaux, mais la demande de financements des pays d'Asie plus solvables est restée limitée. Les émissions obligataires des pays en développement de cette région sont tombées à 4 milliards de dollars seulement, soit moins de la moitié de leur niveau du premier semestre 2002.



### Apports des marchés financiers aux pays en développement (USD milliards)

	1 <sup>er</sup> sem. 2002	2 <sup>e</sup> sem. 2002	1 <sup>er</sup> sem. 2003	1 <sup>er</sup> trim. 2003	2 <sup>e</sup> trim. 2003
Total	77	72	85	36	49
Émissions obligataires	36	19	44	20	24
Prêts bancaires	36	47	38	14	24
Prises de participation	5	6	3	2	1
Amérique latine	26	19	32	13	19
Europe	16	19	27	12	15
Asie	21	23	15	8	7
Autres	14	10	11	3	8

À la différence de ce qui s'est passé sur les marchés obligataires, les apports de prêts des banques commerciales aux pays en développement, en valeur brute, sont tombés de 47 milliards de dollars au second semestre 2002 à 38 milliards de dollars au premier semestre 2003 (ce qui reste de l'ordre du niveau du premier semestre 2002). Les données sur les créances bancaires disponibles auprès de la Banque des règlements internationaux (BRI) confirment que les apports de prêts aux pays en développement sont restés faibles au cours du premier trimestre. Les créances externes des banques déclarantes à la BRI vis-à-vis des pays en développement ont certes progressé légèrement, de 730 milliards de dollars en décembre 2002 à 747 milliards en mars 2003. Mais cette évolution reflétait un léger redressement dans les pays émergents d'Asie à la suite du recul du trimestre précédent, conjugué à l'appréciation de l'euro (qui a eu pour effet de majorer la valeur en dollars des créances libellées en euros). La part des pays en développement dans les créances externes des banques déclarantes à la BRI est en fait tombée en dessous de 9 %, contre 11 % en 2001. Il semble que la propension des banques au risque reste limitée, leurs engagements dans le secteur des entreprises ayant diminué alors qu'augmentaient les créances qu'elles détiennent sous forme d'effets publics des pays industriels, qui présentent un degré de risque moindre.

Les placements internationaux de titres par les émetteurs de pays en développement n'ont atteint que 3 milliards de dollars au premier semestre 2003, au lieu de 5 milliards pour la même période en 2002. Pour l'Amérique latine, ils se sont chiffrés à 136 millions de dollars seulement entre juillet 2002 et juin 2003, contre 1,1 milliard au premier semestre 2002. Ceux d'Asie de l'Est, qui avaient connu une expansion rapide pour s'établir à 5 milliards de dollars au second semestre 2002, sont retombés à 1,3 milliard de dollars seulement, niveau équivalant à 60 % de celui du premier semestre 2002.

### **Investissement étranger direct**

Les investissements étrangers directs nets (apports de capitaux moins bénéfices rapatriés) dans les pays en développement ont fortement chuté en 2002, pour s'établir, selon les estimations, à 143 milliards de dollars, contre 172 milliards l'année précédente. Cette baisse s'est concentrée sur l'Amérique latine du fait de la crise en Argentine, de la faible croissance ou récession dans d'autres pays, de la vague de privatisations qui touchait alors à sa fin et de l'absence des grandes opérations de fusions-acquisitions qui avaient stimulé les apports de capitaux en 2001. On dispose de données limitées sur les apports d'IED en 2003. Mais les informations disponibles, glanées à partir d'un échantillon de rapports mensuels et trimestriels sur les balances des paiements de 20 pays qui sont généralement d'importants bénéficiaires des flux d'IED (et qui représentent 85 % environ de ces apports aux pays en développement), laissent penser que la tendance à la baisse se poursuit (voir tableau). Les apports nets d'IED aux pays en question pour le premier semestre 2003 sont encore en recul par rapport au premier semestre 2002.

**Apports d'IED à un certain nombre de pays en développement a/**  
(USD milliards)

	1 <sup>er</sup> sem. 2002	2 <sup>e</sup> sem. 2002	1 <sup>er</sup> sem. 2003 b/
Total	61,4	61,8	53,6
Amérique latine	20,3	17,3	12,6
Asie de l'Est et du Sud	29,9	31,7	32,6
Europe et Asie centrale	11,2	12,8	8,4

a/ Les 20 pays en question sont les suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Venezuela, Chine, Inde, Kazakhstan, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Russie, Slovaquie et Turquie.

b/ Estimation.

La baisse générale des apports d'IED enregistrée à ce stade pour cette année masque une diversité de tendances au niveau des principales régions bénéficiaires :

- i) Encore une fois, c'est en Amérique latine que s'est centrée une bonne partie de cette baisse. Les apports se sont accrus au Chili et en Équateur, mais ils ont diminué en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Venezuela.
- ii) Les apports nets d'IED aux pays d'Asie de l'Est et du Sud ont légèrement augmenté au premier semestre 2003. Mais cela cache la prédominance croissante de la Chine en matière d'IED, conjuguée à un recul des apports dans d'autres grands pays. Les apports d'IED à la Chine ont atteint 30 milliards de dollars au premier semestre de cette année, soit une progression de près de 6 milliards de dollars par rapport au premier semestre 2002. Ils se sont accélérés dès le début du deuxième trimestre en dépit de toute l'attention accordée par les médias à l'épidémie de SRAS dès la fin mars. Par contre, on constate une baisse des apports dans certains des autres pays d'Asie pour lesquels on dispose de données.
- iii) Les flux d'IED à destination des pays d'Europe et d'Asie centrale ont diminué de 25 % par rapport au premier semestre 2002. Tandis qu'ils se redressaient en Russie par rapport au très faible niveau de l'année précédente, ceux destinés à la République tchèque et à la Hongrie ont baissé du fait du ralentissement économique en Europe.

Les perspectives pour le reste de l'année sont incertaines. En l'absence d'une reprise plus rapide que prévu dans les pays industriels, des considérations de bilan risquent d'exercer des contraintes sur les entreprises multinationales. À cela s'ajoute le fait que les apports d'investissements liés aux privatisations risquent de rester limités, les programmes entrepris dans ce domaine dans certains des principaux pays bénéficiaires d'IED étant à présent à un stade avancé (hormis la Chine, qui a programmé une nouvelle série de privatisations). Il y a néanmoins lieu de noter que les perturbations causées par le conflit en Iraq et le SRAS ont eu très peu d'incidence sur les apports d'IED au cours des derniers mois, ce qui tend à montrer que ces flux continuent de bien résister aux chocs extérieurs.

## Flux publics

Selon les données publiées au début de l'année par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) fournie aux pays en développement par les membres du CAD a augmenté, en valeur réelle, de 4,9 % en 2002. L'APD totale s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, ce qui équivaut à 0,23 % du revenu national brut, un chiffre en progression par rapport à celui de 0,22 % enregistré au cours des trois années précédentes. Sur les 22 pays membres du CAD, 12 ont accru leurs apports d'APD en 2002, l'accroissement le plus net étant à mettre au compte des trois pays suivants : i) les États-Unis (1,5 milliard de dollars), principalement en réponse aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, mais aussi à la suite de nouvelles initiatives sur le front de l'aide, surtout pour ce qui a trait à l'aide humanitaire et sanitaire ; ii) la France (1 milliard de dollars), suite à l'engagement qu'elle avait pris de porter ses niveaux d'APD à 0,5 % du RNB d'ici à 2007, et à 0,7 % d'ici à 2012 ; et iii) l'Italie (0,7 milliard de dollars), soit une progression de 31,5 % en valeur réelle, ce qui reflète les contributions de ce pays à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ainsi qu'aux fonds de la Commission européenne et aux fonds mondiaux.

### Aide publique au développement nette, 2001-02 (USD milliards)

	2001	2002	ODA/RNB en 2002 (%)	Pourcentage de variation en valeur réelle en 2002 a/
APD totale	52,3	57,0	0,23	4,9
Pays du G-7	38,2	41,7	0,19	6,9
dont : États-Unis	11,4	12,9	0,12	11,6
Japon	9,8	9,2	0,23	-1,8
Allemagne	5,0	5,4	0,27	0,4
France	4,2	5,2	0,36	15,3
Pays hors G-7	14,1	15,3	0,46	-0,7
Pour mémoire :				
Pays de l'UE	26,3	29,1	0,34	2,8

a/ Compte tenu de l'inflation et des variations de change.

Source : Comité d'aide au développement de l'OCDE

Certains des petits pays sont les principaux contributeurs d'APD, comparativement à leur revenu national brut. Les niveaux d'APD des pays hors G-7 ont ainsi représenté en moyenne 0,46 % de leur RNB, contre 0,19 % seulement pour les pays du G-7. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suède sont restés les seuls pays membres du CAD à consentir des niveaux d'APD supérieurs à l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les Nations Unies. Trois autres pays (Belgique, Irlande et France) ont pour leur part pris un engagement de date précise pour la réalisation de cet objectif de 0,7 %.

D'autres accroissements de l'aide résulteront probablement de la guerre contre le terrorisme, de l'appui aux efforts de reconstruction de l'Iraq et de l'Afghanistan et des

engagements pris en ce sens lors des préparatifs ou à la suite de la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue en 2002 à Monterrey (Mexique). Selon les estimations de l'OCDE, si tous les pays membres du CAD respectaient leurs objectifs d'accroissement de l'aide, les niveaux d'APD augmenteraient alors de 31 % et le rapport entre l'APD et le RNB passerait à 0,26 % d'ici à 2006. Ce niveau resterait bien inférieur à l'objectif fixé par l'ONU, et inférieur également au rapport de 0,33 % qui avait été régulièrement atteint jusqu'en 1992. Mais cet objectif représenterait une hausse substantielle de l'APD par rapport à ses niveaux actuels, et certains pays ont pris des engagements en vue d'accroître leur APD au-delà de 2006.

## Apports de capitaux à long terme aux pays en développement

USD milliards	Moyenne									
	1985-89	1990-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Financement public du développement	40,7	54,4	54,7	30,6	36,3	48,2	45,0	34,0	38,1	34,5
Flux concessionnels	31,4	45,3	45,5	38,7	34,1	37,7	41,2	36,5	37,8	43,0
Dons publics <sup>1</sup>	16,7	31,0	32,8	27,8	26,7	28,2	29,4	29,6	29,5	32,9
Prêts concessionnels publics	14,6	14,3	12,7	10,9	7,4	9,5	11,8	6,9	8,3	10,2
Prêts non concessionnels publics	9,4	9,1	9,2	-8,1	2,2	10,5	3,8	-2,5	0,3	-8,5
Flux privés	31,8	106,6	180,0	243,4	280,0	269,4	216,2	201,1	169,1	149,5
Prêts privés	16,7	30,7	54,2	81,9	84,0	87,5	21,9	14,5	-8,6	-2,9
Investissements étrangers directs <sup>2</sup>	14,3	52,3	105,6	127,9	169,3	174,5	179,3	160,6	171,7	143,0
Prises de participation	0,9	23,6	20,2	33,6	26,7	7,4	15,0	26,0	6,0	9,4
FLUX NETS GLOBAUX	72,6	161,0	234,7	274,0	316,3	317,6	261,2	235,1	207,2	184,0
Pour mémoire :										
Paiements d'intérêts	53,2	53,0	73,9	77,7	83,1	92,4	97,1	101,9	102,5	87,1
Bénéfices sur les IED	13,3	22,8	42,3	47,1	55,4	57,4	59,8	74,7	76,8	66,0
Dons privés	3,7	5,8	6,4	5,9	6,4	7,2	8,9	9,5	10,4	..
Données connexes :										
Utilisation nette des crédits du FMI <sup>3</sup>	-3,2	1,5	16,8	1,0	14,7	19,2	-12,6	-10,8	13,4	14,5
Dons au titre de la coopération technique	10,3	16,4	20,0	18,5	15,6	16,1	16,5	15,6	16,6	17,4
Flux nets de la Banque mondiale	4,6	2,3	1,4	1,5	3,9	3,9	4,2	3,6	2,5	-4,1
Flux nets de l'IDA	3,3	4,7	4,9	5,7	5,3	4,8	4,5	4,3	5,0	5,6

Sources : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux ; Modèle économique global de la Banque mondiale ; Comité d'aide au développement (OCDE/CAD), *Geographic Distribution of Flows*.

Note : Les chiffres de 2001 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : Données du FMI complétées par des données en provenance des pays.

3/ Y compris le Fonds fiduciaire du FMI et la FRPC.



## Apports de capitaux à long terme aux pays en développement

(USD milliards, en prix constants 2002)

	Moyenne									
	1985-89	1990-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Financement public du développement	48,9	58,3	53,9	29,2	35,0	48,3	45,3	33,6	38,4	34,5
Flux concessionnels	37,6	48,5	44,9	37,0	32,9	37,8	41,5	36,1	38,1	43,0
Dons publics <sup>1</sup>	20,0	33,1	32,3	26,6	25,7	28,3	29,6	29,3	29,7	32,9
Prêts concessionnels publics	17,5	15,3	12,5	10,4	7,1	9,5	11,9	6,8	8,4	10,2
Prêts non concessionnels publics	11,4	9,8	9,1	-7,7	2,1	10,5	3,8	-2,5	0,3	-8,5
Flux privés	38,1	112,7	177,5	232,6	269,9	270,2	217,7	198,9	170,3	149,5
Prêts privés	20,1	32,5	53,4	78,2	81,0	87,8	22,1	14,3	-8,7	-2,9
Investissements étrangers directs <sup>2</sup>	17,0	55,3	104,1	122,2	163,2	175,0	180,6	158,8	172,9	143,0
Prises de participation	1,0	24,9	19,9	32,1	25,7	7,4	15,1	25,7	6,0	9,4
FLUX NETS GLOBAUX	87,0	171,0	231,4	261,8	304,9	318,6	263,1	232,5	208,7	184,0
Pour mémoire :										
Paiements d'intérêts	63,9	56,6	72,9	74,2	80,1	92,7	97,8	100,8	103,2	87,1
Bénéfices sur les IED	15,9	24,2	41,7	45,0	53,4	57,6	60,2	73,9	77,3	66,0
Dons privés	4,4	6,2	6,3	5,6	6,2	7,2	9,0	9,4	10,5	..
Données connexes :										
Utilisation nette des crédits du FMI <sup>3</sup>	-3,7	1,6	16,6	1,0	14,2	19,3	-12,7	-10,7	13,5	14,5
Dons au titre de la coopération technique	12,3	17,5	19,7	17,7	15,0	16,1	16,6	15,4	16,7	17,4
Flux nets de la Banque mondiale	5,5	2,5	1,4	1,4	3,8	3,9	4,2	3,6	2,5	-4,1
Flux nets de l'IDA	4,0	5,0	4,8	5,4	5,1	4,8	4,5	4,3	5,0	5,6

Sources : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux ; Modèle économique global de la Banque mondiale ; Comité d'aide au développement (OCDE/CAD), *Geographic Distribution of Flows*.

Note : Les chiffres de 2001 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : Données du FMI complétées par des données en provenance des pays.

3/ Y compris le Fonds fiduciaire du FMI et la FRPC.